

AUJOURD'HUI DANS LA RUE...

Il aura donc fallu attendre le 9 avril pour que les centrales syndicales daignent nous convoquer dans la rue pour témoigner de notre opposition à «l'austérité» selon leur propre terme. Et encore, il s'agit, sauf pour de rares exceptions locales, d'une manifestation centralisée, excluant ainsi l'immense majorité des travailleur.se.s en lutte, les désarmant en affaiblissant leurs capacités de se mettre en grève et en empêchant la possibilité de rencontres, de discussions, voire la tenue d'assemblées. Il ne faudrait pas que les manifestant-e-s de Jeudi s'imaginent participer à un mouvement social mais remplissent paisiblement leurs rôles de chair à syndicats en permettant à ces derniers d'accéder à la table des négociations. Enfin, espérons au moins qu'il fasse soleil...

Certes il est facile de râler sur l'attitude des bureaucraties syndicales, il semble cependant plus intéressant d'interroger nos propres responsabilités. La somme des attaques sociales réalisées par la gauche au cours de ces trois dernières années aurait dû nous faire réagir depuis bien longtemps car ce qui est train d'être réalisé par ce gouvernement n'est pas seulement le programme du Medef, c'est un recul historique et une adaptation silencieuse aux nouvelles normes d'exploitation du 21ème siècle.

Le gouvernement français tente d'imposer ce que les salarié-e-s allemand-e-s ont subi sous le gouvernement social-démocrate Schröder avec la réforme Hartz 4, en clair une dégradation et une précarisation sans précédents des conditions d'existence ; au nom de la rentabilité financière exigée par Bruxelles, Hollande-Valls veulent briser une fois pour toutes la résistance sociale qui avait fait reculer Chirac-Juppé en décembre 95.

En vrac nous pouvons relever l'entrée en de la nouvelle convention Unedic, l'accord national interprofessionnel (ANI), le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), le travail du dimanche, la stagnation des salaires, les réductions drastiques des budgets alloués à la Santé et au Social, les fermetures d'hôpitaux, de classes, d'usines, la réforme de l'assurance chômage,...

On a voulu faire de la loi *Croissance, activité et égalité des chances économiques*, dite loi Macron, le symbole de

la politique gouvernementale. Tant sur la forme, adoption de manière autoritaire par le 49-3, que sur le fond, fin du contrat de travail, cette loi en est emblématique. En effet, le contrat de travail était considéré par la loi comme un «lien de subordination permanent », entre deux parties inégales : l'employeur qui dicte les règles, le salarié qui n'a pas d'autre choix que de les accepter pour se nourrir. La loi Macron transforme ce principe en un contrat civil où la relation entre salarié et employeur sera considérée comme une soumission librement consentie, avec toutes les conséquences induites en cas de résistance.

C'est donc bien l'exploitation qui est au cœur de la politique de Hollande et de Valls et les attendus sont clairs: nous faire accepter des boulots de merde, payés des miettes...et ce sans moufter.

Car la répression contre les résistances sociales et l'accroissement du flicage instauré par les gouvernements de droite comme de gauche ces dernières années, l'impunité de cette même police, tant dans la rue que dans les tribunaux, renforcent notre sentiment d'impuissance et de colère. Et l'on risque désormais son intégrité physique, voire sa vie même, lorsque l'on participe à des manifestations.

Alors oui! Il faut refuser ce recul historique qu'on veut nous imposer pour pouvoir augmenter toujours plus les dividendes des actionnaires, les bonus des patrons et des hauts fonctionnaires (de plus en plus interchangeables, comme Macron...).

Pour cela il va nous falloir sortir de l'isolement, reprendre confiance en nos capacités, en notre force, retrouver le goût du collectif pour résister à ces mesures soi-disant inéluctables qui ne sont que la conséquence de notre attentisme et de notre désarroi.

Brisons ce consensus social hypocrite, cette union nationale qui ne sert qu'à conforter l'ordre des puissants et diviser ceux et celles qui auraient tout intérêt à s'unir, sabotons leur «réforme» et reprenons le chemin de la lutte...

Autant dire qu'il va nous falloir un peu plus qu'une simple journée d'action...

...DEMAIN ON CONTINUE ?

Organisation Communiste Libertaire

Chaque mois, lisez *Courant Alternatif*, une intervention communiste libertaire dans les mouvements sociaux!
Pour s'abonner, ou recevoir un exemplaire gratuit, écrire à: OCL c/o Egregore - B.P. 81213 - 51058 Reims cedex
L'OCL, c'est aussi un site: <http://oclibertaire.free.fr>, avec des textes inédits et des analyses sur l'international.

Pour nous contacter, rien de plus simple: oclibertaire@hotmail.com